

Arrêtés ministériels

A.M., 2024

Arrêté numéro 2024-13 de la ministre des Transports et de la Mobilité durable en date du 30 avril 2024

Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01)

CONCERNANT l'autorisation à la Société de transport de Montréal d'aliéner un bien acquis dans le cadre du projet de construction d'un garage souterrain à la station de métro Côte-Vertu et pour lequel une subvention a été reçue

LA MINISTRE DES TRANSPORTS ET DE LA MOBILITÉ DURABLE,

VU que la Société de transport de Montréal est propriétaire d'un bien immeuble, étant un terrain connu et désigné comme étant le lot 5 965 470 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal, acquis dans le cadre du projet de construction d'un garage souterrain à la station de métro Côte-Vertu;

VU que la Société de transport de Montréal souhaite permettre à l'arrondissement Saint-Laurent de réaliser un parc linéaire pour sécuriser et boucler le réseau d'une piste cyclable comme prévu dans ses plans d'urbanisme;

VU que ce terrain a fait l'objet d'une subvention spécifique;

VU l'article 109 de la Loi sur les sociétés de transport en commun (chapitre S-30.01) qui prévoit qu'une société de transport en commun ne peut aliéner, sans l'autorisation du ministre des Transports, un bien d'une valeur de plus de 25 000 \$ pour lequel elle a reçu spécifiquement une subvention;

CONSIDÉRANT QU'il y a lieu d'autoriser la Société de transport de Montréal à céder la propriété du lot 5 965 470 du cadastre du Québec en faveur de la Ville de Montréal en échange de la propriété des lots 1 165 467 et 5 974 607 du cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal.

ARRÊTE CE QUI SUIT :

La Société de transport de Montréal est autorisée à céder la propriété du lot 5 965 470 du cadastre du Québec acquis dans le cadre du projet de construction d'un garage souterrain à la station de métro Côte-Vertu et pour

lequel une subvention a été reçue, en faveur de la Ville de Montréal afin de permettre à l'arrondissement Saint-Laurent de réaliser un parc linéaire pour sécuriser et boucler le réseau d'une piste cyclable, en échange de la propriété des lots 1 165 467 et 5 974 607 du cadastre du Québec.

Québec, le 30 avril 2024

La ministre des Transports et de la Mobilité durable,
GENEVIÈVE GUILBAULT

83396

A.M., 2024

Arrêté 0030-2024 du ministre de la Sécurité publique en date du 21 mai 2024

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence de mouvements de sol menaçant le bâtiment sis au 639, chemin de Joliette, dans la municipalité de Lanoraie

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'assistance financière lors de sinistres, établi par le décret n^o 673-2023 du 29 mars 2023 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3), destiné notamment à aider financièrement les particuliers dont la résidence principale est menacée par l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol, les entreprises dont le bâtiment est menacé par l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol et les autorités municipales qui ont engagé des frais excédentaires pour le déploiement de mesures d'intervention attribuable à ce sinistre;

VU que le ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100, relève du ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT que, le 8 mai 2024, des experts en géotechnique ont conclu que le bâtiment sis au 639, chemin de Joliette, dans la municipalité de Lanoraie, est menacé de façon imminente par des mouvements de sol;

CONSIDÉRANT que ces experts ont recommandé que des mesures soient prises afin de régler la situation;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre imminent;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à la Municipalité de Lanoraie et aux sinistrés de ce bâtiment, s'ils sont admissibles, de bénéficier du Programme général d'assistance financière lors de sinistres;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'assistance financière lors de sinistres, établi par le décret n^o 673-2023 du 29 mars 2023, est mis en œuvre sur le territoire de la municipalité de Lanoraie, située dans la région administrative de Lanaudière, étant donné les conclusions des experts en géotechnique du 8 mai 2024, confirmant que le bâtiment sis au 639, chemin de Joliette, dans la municipalité de Lanoraie, est menacé de façon imminente par des mouvements de sol.

Québec, le 21 mai 2024

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

83391

A.M., 2024

Arrêté 0027-2024 du ministre de la Sécurité publique en date du 21 mai 2024

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à l'imminence de submersion et d'érosion menaçant le bâtiment sis au 7001, rue des Chalets, dans la ville de Sept-Îles

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'assistance financière lors de sinistres, établi par le décret n^o 673-2023 du 29 mars 2023 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3), destiné notamment à aider financièrement les particuliers dont la résidence principale est menacée par l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol, les entreprises dont le bâtiment est menacé par l'imminence de submersion, d'érosion ou de mouvements de sol et les autorités municipales qui ont engagé des frais excédentaires pour le déploiement de mesures d'intervention attribuable à ce sinistre;

VU que le ministre de la Sécurité publique est responsable de l'application de ce programme;

VU l'article 109 de la loi qui prévoit que la mise en œuvre, pour un risque ou un événement particulier, d'un programme général visé à l'article 100, relève du ministre responsable de l'application du programme;

CONSIDÉRANT que, le 2 mai 2024, des experts en hydraulique ont conclu que le bâtiment sis au 7001, rue des Chalets, dans la ville de Sept-Îles, est menacé de façon imminente par la submersion et l'érosion côtières;

CONSIDÉRANT que ces experts ont recommandé que des mesures soient prises afin de régler la situation;

CONSIDÉRANT que cet événement d'origine naturelle constitue un sinistre imminent;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de permettre à la Ville de Sept-Îles et aux sinistrés de ce bâtiment, s'ils sont admissibles, de bénéficier du Programme général d'assistance financière lors de sinistres;

ARRÊTE CE QUI SUIT :

Le Programme général d'assistance financière lors de sinistres, établi par le décret n^o 673-2023 du 29 mars 2023, est mis en œuvre sur le territoire de la ville de Sept-Îles, située dans la région administrative de la Côte-Nord, étant donné les conclusions des experts en hydraulique du 2 mai 2024, confirmant que le bâtiment sis au 7001, rue des Chalets, dans la ville de Sept-Îles, est menacé de façon imminente par la submersion et l'érosion.

Québec, le 21 mai 2024

Le ministre de la Sécurité publique,
FRANÇOIS BONNARDEL

83389

A.M., 2024

Arrêté 0032-2024 du ministre de la Sécurité publique en date du 21 mai 2024

CONCERNANT la mise en œuvre du Programme général d'assistance financière lors de sinistres relativement à une tempête printanière survenue le 21 mars 2024, dans la ville de Trois-Pistoles

LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE,

VU le Programme général d'assistance financière lors de sinistres, établi par le décret n^o 673-2023 du 29 mars 2023 en vertu de l'article 100 de la Loi sur la sécurité civile (chapitre S-2.3), destiné notamment à assister ou à